

Résolution 16 : Solidarité avec les populations de Gaza et de Palestine – Protection des journalistes, des femmes et des filles dans les zones de conflit

Nous condamnons le génocide des Palestiniens et sommes profondément préoccupés par les souffrances incommensurables endurées par la population civile à Gaza et en Palestine. Depuis le début du génocide, des dizaines de milliers de personnes, dont un grand nombre de femmes et d'enfants, ont été tuées et beaucoup plus encore blessées. Des infrastructures vitales telles que des hôpitaux, des écoles, des immeubles d'habitation et des médias ont été détruites par l'armée israélienne. Des millions de personnes sont en fuite ou n'ont pas accès à l'eau, à l'électricité et aux soins médicaux. En tant que syndicalistes, nous sommes solidaires de toutes les personnes qui souffrent de la guerre, de l'occupation, de l'expulsion, de la colonisation et de l'oppression. Nous condamnons toutes les attaques contre des civils en Palestine et en Israël, quelle que soit leur origine ou leur religion, ainsi que toute forme de racisme et de discrimination.

Nous rappelons que la protection de la population civile, et en particulier des professionnels des médias, est garantie par le droit international. Les journalistes remplissent une mission essentielle en rendant compte de la situation sur place dans des conditions souvent dangereuses, garantissant ainsi l'accès à des informations fiables. Depuis le début des violences, Israël a tué ou blessé des centaines de professionnels des médias à Gaza, et beaucoup d'autres ont été limités dans leur travail ou intimidés. Cette atteinte systématique à la liberté de la presse constitue une violation des droits fondamentaux et, par conséquent, de la démocratie elle-même. L'indépendance de l'information est une condition préalable au débat public, à la responsabilité politique et, en fin de compte, à la paix. En tant que représentants du syndicat des professionnels des médias, nous avons, avec notre organisation faïtière, la Fédération internationale des journalistes (FIJ), la responsabilité particulière de défendre ces droits et de renforcer la solidarité internationale entre les journalistes.

Les femmes et les filles dans les zones de guerre sont particulièrement touchées par la violence, les déplacements forcés et la pauvreté. Le génocide à Gaza a causé la mort de dizaines de milliers de femmes et d'enfants, et d'innombrables autres ont été blessés, traumatisés ou privés de tout moyen de subsistance. De nombreuses femmes sont contraintes de subvenir aux besoins de leur famille au péril de leur vie, alors qu'elles-mêmes sont touchées par la faim, les déplacements forcés et le manque de soins médicaux. Les horreurs que les mères palestiniennes continuent de subir sont inimaginables : voir leurs enfants mourir lentement de faim, être tués, mutilés et enterrés vivants. Le traumatisme psychologique dont elles souffrent, comme tous les Palestiniens de Gaza, est incommensurable. Les dommages causés aux personnes par la guerre menée par Israël, ignorés voire soutenus par les gouvernements occidentaux, sont aggravés par la mise à disposition d'infrastructures par les grandes entreprises technologiques occidentales.

Nous demandons donc la mise en œuvre cohérente de la résolution 1325 des Nations unies « Femmes, paix et sécurité ». Celle-ci oblige les États à impliquer les femmes dans toutes les phases des processus de paix et à lutter contre la violence sexiste dans les conflits. La Suisse a ratifié cette résolution et a donc une responsabilité particulière dans la mise en œuvre de ses principes dans sa politique étrangère et de paix, notamment en ce qui concerne la situation à Gaza et en Palestine.

Nous exigeons :

- Un cessez-le-feu immédiat et durable à Gaza et en Palestine, la fin de la colonisation, l'arrêt de toutes les attaques militaires contre des civils, la fin immédiate des

violences sexistes et sexuelles et le respect systématique du droit international humanitaire par toutes les parties. En tant qu'État partie à la Convention des Nations unies pour la prévention et la répression du crime de génocide (1948), la Suisse doit remplir ses obligations en matière de prévention du génocide à Gaza.

- L'accès sans entrave à l'aide humanitaire et la reprise du financement de l'UNRWA afin que l'aide vitale soit à nouveau garantie, ainsi qu'une prise de position publique claire de la Suisse contre toutes les violations des droits humains et pour le respect de la dignité humaine dans la région.
- Protection, sécurité, accès aux infrastructures médicales et sanitaires pour une vie digne des femmes déplacées.
- Suspension immédiate de l'accord de libre-échange entre la Suisse et Israël jusqu'à ce que le droit international soit respecté.
- Cessation immédiate de toute coopération militaire avec Israël, y compris l'arrêt de toutes les exportations et importations de matériel de guerre et de biens à double usage (dual use).
- Initiatives diplomatiques actives de la Suisse pour promouvoir un processus de décolonisation juste et durable, dans le respect mutuel et avec la participation de la société civile, en particulier des femmes et des enfants, et dans le respect des principes de neutralité, d'humanité et de solidarité internationale.
- Protection des professionnels des médias et de la liberté de la presse dans toutes les zones de conflit : La Suisse doit condamner publiquement les attaques israéliennes contre les journalistes, soutenir les enquêtes internationales et promouvoir des programmes qui aident concrètement les professionnels des médias dans les zones de guerre.
- Que les entreprises technologiques telles que Google soient transparentes et s'engagent publiquement à respecter des principes éthiques garantissant que leurs produits et services ne peuvent être utilisés à des fins d'oppression ou de violence. Les employés de ces entreprises devraient également être informés de l'utilisation qui sera faite du code qu'ils développent.
- La Suisse doit œuvrer, conformément au droit international, pour la libération de toutes les personnes détenues arbitrairement en Israël.
- Un engagement résolu contre le fascisme, le sexisme et le racisme, tant en Suisse qu'à l'échelle internationale, dans le cadre d'une défense globale de la paix, de la justice et des droits humains.

En raison de sa neutralité et de sa tradition humanitaire, la Suisse a le devoir particulier de s'engager en faveur de la protection des droits humains, de l'accès humanitaire et du respect du droit international. Nous réaffirmons notre solidarité avec toutes les victimes du génocide, en particulier avec nos collègues des médias et les femmes et les filles qui doivent vivre dans les pires conditions dans les zones de guerre. Les syndicats considèrent leur engagement en faveur de la paix, de la justice sociale et de la liberté de la presse comme faisant partie intégrante de leur identité internationale. Nous appelons tous les syndicats, organisations et institutions gouvernementales à s'unir pour mettre fin à la violence et œuvrer en faveur de la protection, de la dignité et de la paix. (Traduit avec DeepL).

Resolution 16: Solidarity with the people of Gaza and Palestine – protection of media workers, women and girls in war zones

We condemn the genocide of the Palestinian people and express our deep concern about the immeasurable suffering of the civilian population in Gaza and Palestine. Since the beginning of the genocide, tens of thousands of people, including a large number of women and children, have been killed and many more injured. Vital infrastructure such as hospitals, schools, residential buildings and media outlets have been destroyed by the Israeli military. Millions of people are fleeing or without access to water, electricity and medical care. As trade unionists, we stand in solidarity with all people suffering from war, occupation, displacement, colonisation and oppression. We condemn all attacks on civilians in Palestine and Israel, regardless of their origin or religion, as well as all forms of racism and discrimination.

We remind everyone that the protection of civilians, and media workers in particular, is guaranteed under international law. Journalists fulfil a vital role by reporting on the situation on the ground, often under life-threatening conditions, thus ensuring access to reliable information. Since the outbreak of violence, Israel has killed or injured hundreds of media workers in Gaza, and many more have been restricted or intimidated in their work. This systematic threat to press freedom is an attack on fundamental rights and thus on democracy itself. Independent information is a prerequisite for public debate, political accountability and, ultimately, peace. As representatives of the media workers' union, we and our umbrella organisation, the International Federation of Journalists (IFJ), have a special responsibility to defend these rights and strengthen international solidarity among journalists.

Women and girls in war zones are particularly affected by violence, displacement and poverty. The genocide in Gaza has killed tens of thousands of women and children, leaving countless others injured, traumatised or without any means of subsistence. Many women are forced to care for their families at the risk of their own lives, while they themselves are affected by hunger, forced displacement and lack of medical care. The horrors that Palestinian mothers continue to endure are unimaginable: watching their children slowly starve, be killed, mutilated and buried alive. The psychological trauma they and all Palestinians in Gaza suffer is immeasurable. The damage caused to persons by Israeli warfare, which has been ignored and even supported by Western governments, is exacerbated by the provision of infrastructure by Western big tech companies.

We therefore call for the consistent implementation of UN Resolution 1325 'Women, Peace and Security'. This obliges states to involve women in all phases of peace processes and to combat gender-based violence in conflicts. Switzerland has ratified this resolution and therefore has a special responsibility to implement its principles in its foreign and peace policy – especially with regard to the situation in Gaza and Palestine.

We demand:

- An immediate and permanent ceasefire in Gaza and Palestine, an end to colonisation, the cessation of all military attacks on civilians, the immediate end to gender-based and sexualised violence, and consistent compliance with international humanitarian law by all parties. As a signatory to the UN Convention on the Prevention and Punishment of Genocide (1948), Switzerland must fulfil its obligations to prevent genocide in Gaza.
- Unimpeded access to humanitarian aid and the resumption of UNRWA funding to ensure that vital support is restored, as well as a clear public stance by Switzerland

against all human rights violations and in favour of preserving human dignity in the region.

- Protection, security, access to medical and sanitary infrastructure for a life of dignity for displaced women.
- The immediate suspension of the free trade agreement between Switzerland and Israel until international law is complied with.
- The immediate cessation of all military cooperation with Israel, including the cessation of all exports and imports of war material and dual-use goods.
- Active diplomatic initiatives by Switzerland to promote a just and lasting decolonisation process based on mutual respect and involving civil society, especially women and children, and in accordance with the principles of neutrality, humanity and international solidarity.
- Protection of media professionals and freedom of the press in all conflict areas: Switzerland should publicly condemn Israeli attacks on journalists, support international investigations and promote programmes that provide concrete assistance to media professionals in war zones.
- Technology companies such as Google should be transparent and publicly commit to ethical principles that ensure their products and services cannot be misused to support oppression or violence. Employees at such companies should also be informed about how the code they develop is being used.
- Switzerland must work in accordance with international law to secure the release of all arbitrarily detained prisoners in Israel.
- A firm commitment to fighting fascism, sexism and racism – both in Switzerland and internationally – as part of a comprehensive commitment to peace, justice and human rights.

Due to its neutrality and humanitarian tradition, Switzerland has a special duty to promote the protection of human rights, humanitarian access and compliance with international law. We reaffirm our solidarity with all victims of genocide, especially our colleagues in the media and the women and girls who have to live in the worst conditions in war zones. Trade unions see their commitment to peace, social justice and freedom of the press as part of their international identity. We call on all trade unions, organisations and state institutions to work together to end violence and promote protection, dignity and peace. (Translated with DeepL).